

Bulletin d'histoire politique

Les femmes et la guerre

Yves Tremblay



Volume 11, Number 2, Winter 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060598ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060598ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, Y. (2003). Review of [Les femmes et la guerre]. *Bulletin d'histoire politique*, 11(2), 105–113. <https://doi.org/10.7202/1060598ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Chronique d'histoire militaire

Les femmes et la guerre

YVES TREMBLAY

Historien

Direction histoire et patrimoine

Défense nationale du Canada

L'histoire militaire était une affaire essentiellement masculine il n'y a encore pas très longtemps. Or les femmes ont toujours fait partie de l'univers des « guerriers ». Ainsi, l'Ancien Testament et Homère les dépeignent comme mobiles du péché et causes de conflit. Voilà le point de départ que s'est donné l'historien israélien Martin van Creveld. C'est connu, Creveld aime choquer. Sa position sur la place des femmes dans l'armée en général et l'armée d'Israël (Tsahal) en particulier est sans nuance : la femme doit être exclue des formations combattantes.

Dans son histoire de Tsahal (Éditions du Rocher, 1998), il manifeste son hostilité aux femmes combattantes. Il y montre que si les jeunes femmes conscrites étaient acceptées dans les unités de la Hagana et même dans Palmach (troupes de choc de la Hagana) avant et au début de la guerre d'Indépendance (1947-1948), c'était à cause de circonstances particulières qui se sont ensuite modifiées. L'Israël rural et agricole était un terreau fertile plein de jeunes femmes fortes habituées au travail physique et la situation du petit Israël face à ses nombreux voisins arabes hostiles semblait désespérée. Hommes et femmes étaient intégrées dans les mêmes unités, mais dans celles-ci, à quelques dizaines d'exceptions près, les femmes n'occupaient que des fonctions d'auxiliaires. La preuve en est le chiffre des tués durant la guerre d'Indépendance : environ 1 200 hommes pour 19 femmes. Puis, au fur et à mesure de la transformation de la Hagana en armée régulière, les femmes ont été retirées des postes où elles pouvaient être exposées à l'ennemi.

Les femmes sont demeurées nombreuses dans Tsahal après la première guerre israélo-arabe (près de 11 000 en 1949). Pour le reste, la politique militaire israélienne tendait à s'aligner sur celle des Occidentaux et des Russes (post-1945) : création d'unités spécifiquement féminines remplissant des tâches subalternes, c'est-à-dire travail de bureau, aux approvisionnements, aux services de santé. L'égalité homme-femme sur les champs de bataille israélo-arabes n'est donc qu'un mythe.

Si Van Creveld fait état de certains problèmes dans les unités d'avant 1948 (promiscuité dérangeante à cause de l'organisation primitive des services de la Hagana, harcèlement sexuel et machisme dans les unités d'élite), il n'élabore pas sur les causes du « recul de la condition féminine » dans l'armée de son pays après 1948 ou sur la décision de se rapprocher du modèle des autres grandes armées (le modèle britannique de la Deuxième Guerre mondiale en particulier), sinon pour dire qu'à compter des années 1980-1990 les pressions féministes vont obliger Tsahal à ouvrir de nouveaux métiers aux femmes.

Dans *Les transformations de la guerre* (toujours aux Éditions du Rocher, 1998), livre sacrilège pourfendant la tradition clausewitzienne, van Creveld propose quelques explications sur l'absence des femmes aux armées. Il y a d'abord la crainte de viols systématiques en cas de capture, ensuite la faiblesse physique, principalement dans la partie supérieure du corps, finalement le fait que dans la plupart des sociétés humaines les hommes ont toujours protégé les femmes. Leur retirer ce dernier rôle priverait les hommes de leur principale raison d'être !

Van Creveld ajoute une raison suprême : l'intégration dans l'armée israélienne est l'une des raisons expliquant le déclin du moral ressenti dans Tsahal depuis les années 1980 (le facteur principal étant la lutte sans fin contre les civils palestiniens). Il y a certainement une part de vérité dans ces affirmations, mais les thèses n'étaient alors pas bien documentées.

Comme le sujet est chaud et que notre auteur aime les débats, il récidive. Avec *Les femmes et la guerre*, van Creveld veut vider la question. Il nous révèle ce qui, de son avis, explique qu'il y a eu si peu de femmes soldats dans l'histoire de l'humanité, pourquoi il est probable que cela continue ainsi et finalement les raisons pour lesquelles nous ne devrions pas tenter de réduire ce bastion réservé aux hommes par des mesures artificielles (la discrimination positive).

D'emblée, il faut reconnaître que le brûlot de van Creveld est le seul livre informé sur l'ensemble du sujet. L'approche est historique. Très méthodiquement, des combattantes mythiques de l'Antiquité aux femmes soldats de l'an 2000 en passant par les guerrières du Dahomey du XIX^e siècle, l'auteur présente les cas connus de femmes combattantes. Il détruit de manière

convaincante le mythe des Amazones et celui des guerrières du Dahomey. Il reprend ensuite le fil des *Transformations* lorsqu'il montre que les images d'eux-mêmes que les femmes renvoient aux hommes ont de tout temps joué un rôle déterminant dans la motivation masculine à jouer aux héros et aux protecteurs, et partant à faire la guerre. Cette revue de l'histoire de la place des femmes dans la guerre a certes de l'intérêt, mais les motivations de notre auteur sont ailleurs.

L'argument central de Creveld est que la présence des femmes dans les unités de combat réduit l'efficacité combattante de la troupe. Pour intégrer les femmes dans les unités de combat, argumente-t-il, les armées ne diminuent-elles pas les normes physiques? L'affaiblissement des liens de camaraderie masculine n'a-t-il pas un effet négatif sur la constitution de petits groupes de camarades (le « buddy system »), groupes qu'on croit être essentiels au maintien de la motivation au combat (du moins c'est ce que soutiennent nombre d'études psychosociales depuis 1945)? Les mesures souvent loufoques que les armées adoptent contre le harcèlement sexuel n'empoisonnent-elles pas les rapports entre les individus?

Creveld cite de nombreux exemples israéliens, européens, américains et même canadiens pour soutenir son plaidoyer antiféministe. Il vise souvent juste, par exemple lorsqu'il demande comment un sous-officier (masculin) peut redresser la cravate d'une « soldate » sans s'exposer à des accusations d'attouchement sexuel, alors que le même geste à l'encontre d'un homme ne suscitera aucun commentaire. Comment le même sous-officier peut-il engueuler une femme de son peloton sans encourir le reproche de discrimination ou de harcèlement, alors que depuis la Rome antique tous les officiers ont toujours engueulé leurs hommes, une vieille méthode visant particulièrement ceux qu'on perçoit les plus faibles ou les plus rebelles afin de les endurcir et de les acculturer. Ces méthodes font partie des mœurs régimentaires depuis belle lurette et sont perçues comme constitutives de l'esprit de corps. Comment les remplacer ou les adapter?

Creveld souligne ainsi nombre d'irritants qui rendent difficile le quotidien des hommes et des femmes engagés dans la profession militaire. Ces irritants sont un réel problème. Cependant, Creveld les érige en barrières insurmontables. Selon lui, une armée qui accepte les femmes est une armée en voie de déliquescence.

Il donne également une preuve a contrario. Pourquoi les Soviétiques ont-ils retiré les femmes des unités de combat après 1945 et pourquoi Israël a-t-il de fait de même après 1948? Dans les situations désespérées où la société est menacée de disparition, comme c'était le cas de l'URSS durant l'invasion nazie ou celle de l'État d'Israël face à ses voisins arabes, les femmes peuvent être forcées de se battre. Mais dans la plupart des conflits, qui sont généralement plus

limités, les femmes n'ont pas leur place. L'ultime argument de Creveld est la menace du viol des femmes-soldats devenues prisonnières.

La thèse est difficile à contrer si l'on reste sur le plan de l'expérience historique. Cependant, le rôle des femmes dans l'armée ne peut être abstrait de leur place dans la société, dont l'armée n'est finalement qu'une émanation. Là est le nœud du problème. Ajoutons que l'armée est par nature conservatrice et qu'elle a de la difficulté à s'ajuster aux changements de mœurs advenus depuis un demi-siècle. Dans son rapport aux femmes comme dans d'autres domaines (niveaux de hiérarchisation et nature de la discipline notamment), elle peine à s'adapter.

Peut-on suggérer que toutes les avenues n'ont pas été suffisamment explorées ? Que si l'histoire ancienne ou récente fournit peu ou pas d'exemples réussis d'intégration, il ne faut pas désespérer ? Que l'histoire comme étude du passé et que l'histoire se construisant sont deux choses et qu'inférer de la première que la seconde est impossible c'est commettre un péché méthodologique ?

Il faut lire ce livre qu'on s'accorde ou non avec l'auteur. Aucun n'est aussi riche en informations ni aussi franc quant à sa position.

Jean-Yves Le Naour est plus fidèle à la démarche de l'histoire sociale. Cantinière, putain, femme objet, victime d'abus sexuels, telles sont les femmes qu'il présente dans *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre : les mœurs sexuelles des Français 1914-1918* (Aubier, 2002).

Cette thèse de doctorat présente un panorama relativement complet de la sexualité des combattants, de la réaction des autorités, des problèmes sociaux entraînés par l'activité sexuelle des soldats et du sort réservé aux femmes.

La guerre s'éternisant, il a fallu aménager la discipline en conséquence. L'armée (les médecins militaires et le commandement en chef) a longtemps refusé d'accepter le fait que les soldats aient besoin d'assouvir leurs pulsions sexuelles. Comme le système des permissions laissait fort à désirer dans l'armée française d'avant les mutineries de 1917, les poilus n'avaient guère le choix : ou bien l'abstinence préconisée par les réformateurs catholiques ou l'onanisme ou le bordel.

C'est autour de l'opposition entre morale publique et « misères de la chair » que Le Naour construit l'exposé des diverses méthodes de gestion du sexe que le Haut Commandement français a successivement entérinées de 1914 à 1918. Après avoir prêché l'abstinence, brandissant le spectre des maladies vénériennes comme thérapie de choc, l'autorité militaire s'est finalement convaincue d'être plus pragmatique lorsqu'elle a constaté que la morale ne sauvait pas le moral ; c'est ainsi que le bordel aux armées a été finalement institutionnalisé. Au plan sanitaire, ce fut une grande avancée,

la surveillance des clients et des pourvoyeuses de service étant considérablement facilitée par la sortie de la clandestinité.

Mais si c'est là le thème principal, Le Naour met aussi en lumière d'autres aspects peu glorieux de la guerre sexuelle. Les troupes allemandes profitaient de leur position dominante dans la police et l'administration de la justice, sans parler de l'absence des maris prisonniers ou coincés de l'autre côté, pour soutirer des faveurs sexuelles aux habitantes des territoires occupés.

Par ailleurs, l'infidélité réelle ou supposée des épouses et des fiancées laissées à l'arrière était cause de tourments moraux difficiles à supporter pour les hommes des tranchées, à un point tel que la censure postale surveillait les affaires d'infidélités afin de prévenir le commandement contre ce qui était considéré comme une cause importante de baisse du moral des combattants.

La jalousie des combattants accompagnait souvent un anti-américanisme précoce, car les *Dough Boys* pouvaient se payer des femmes autrement « honnêtes » avec leurs dollars. D'ailleurs, cela a créé une offre temporaire, des femmes se mettant sur le marché pour la durée du cantonnement d'une unité US dans leur ville ou village.

On approche ici des limites du supportable pour le poilu et pour les autorités civile et militaire, limites qui sont franchies lorsqu'il est question de relations entre Françaises et soldats des colonies, Noirs et Arabes en particulier, des transgressions inadmissibles et impardonnables. Car si la guerre est cause de misère sexuelle dans les tranchées, la privation de sexe est aussi grande sinon plus à l'arrière, où les jeunes femmes — tous les hommes en bonne santé de 18 à 39 ans sont aux armées — sont laissées à elle-même. Pour elles, point de bordel. Si l'on écarte l'abstinence et la masturbation, contre lesquelles le clergé peste, elles doivent se tourner vers les réformés, des hommes rejetés pour raisons médicales, les planqués, qui se font de plus en plus rares la guerre avançant, les adolescents ou les vieillards, puis les Américains qui commencent à arriver en masse à l'automne 1917, mais qui ne monteront au front qu'au printemps suivant, au grand dam des poilus, finalement les troupes coloniales en entraînent un peu partout en France non occupée.

L'étude de Le Naour et le pamphlet de Van Creveld enrichissent considérablement notre connaissance des rapports hommes-femmes et des défis que ces rapports posent à l'institution militaire. On ne peut malheureusement pas en dire autant du livre de Madeleine Gagnon. Dans *Les femmes et la guerre* (VLB Éditeur, 2000), les femmes victimes de guerre contemporaines s'expriment par la plume de l'auteure. La difficulté avec ce recueil de témoignages, aussi poignants ou troublants soient les témoignages, est l'impression de déjà vu, déjà entendu, une impression aggravée par une recherche superficielle et une narration lourde. Personne ne contestera que

la guerre, la guerre civile comme c'est surtout le cas ici, est une horreur. Cependant, là s'arrête madame Gagnon.

Est-ce que les bons sentiments sont une politique extérieure ou même une politique multiculturelle ? L'enjeu est plus que moral. Il réside dans l'incapacité du politique à gérer la crise intérieure ou extérieure. À la limite, en plaçant le débat sur un plan strictement moral, l'auteure manque son objectif. Comment humaniser les rapports entre hommes et femmes si on ne parvient pas à saisir les motifs qui nourrissent les haines ? Non pas pour abolir la haine, ce n'est pas une politique, mais pour canaliser dans les institutions civiles les conflits afin qu'ils se résolvent par des moyens non violents. La non-violence est une fiction dangereuse lorsqu'elle érige en politique ce qui devrait rester un idéal moral.

La position de Madeleine Gagnon agace, moins par les difficultés vécues des témoins que par l'impossibilité d'en tirer un projet politique. Madame Gagnon suggère qu'il faut agir pour mettre fin à l'horreur. Malheureusement, son livre pleurnichard n'offre que désespoir.

AUTRES PARUTIONS

Bergeron, Alain M., *Capitaine-abbé Rosaire Crochetière: un vicaire dans les tranchées*, Québec, Les éditions du Septentrion, 2002, 160 p.

Très anecdotique, ce récit sur 1916-1918 puise dans le journal de l'abbé Crochetière, aumônier aux armées. Il est augmenté de nombreuses notes biographiques du compilateur, de lettres de l'abbé et d'extraits de documents d'époque. Il décevra tous ceux qui s'attendaient à y trouver un témoignage sur la vie des tranchées. Que des bondieuseries. Il faut se demander pourquoi un éditeur reconnu donne au public ce produit d'un temps révolu.

Granatstein, J. L., *Canada' Army: waging war and keeping peace*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, xv-519 p.

J. L. Granatstein a une longue et fructueuse carrière. Il publie ici une histoire des armées de terre du Canada de la Nouvelle-France à nos jours. Cette histoire se veut l'exposition des hauts et des bas du professionnalisme militaire canadien, le professionnalisme étant pris au sens de savoir-faire créé par une communauté de soldats consacrant toutes leurs carrières à perfectionner le métier des armes.

Le point de départ est la milice, celle de la Nouvelle-France, mais aussi celle des Canadas d'avant les Rébellions. Selon Granatstein, ni à cette époque, ni par la suite, les volontaires mal entraînés n'ont joué un rôle décisif. Il a toujours fallu les encadrer avec des professionnels pour obtenir des résultats probants.

Pour cause d'incurie politique, le Canada a rarement eu suffisamment de professionnels sous la main en temps de crise et, par exemple, lorsqu'un corps expéditionnaire a été formé en 1914, il n'y avait pas suffisamment de personnel expérimenté pour encadrer la nouvelle armée qu'on recrutait.

Il a encore fallu improviser en 1939. À chaque fois, on a payé le tribut du sang pendant que les « amateurs » faisaient l'apprentissage des techniques de combat modernes.

Superbement documentée, la thèse ne convainc pourtant pas : comment expliquer que les amateurs (des hommes d'affaires, des instituteurs...) apprennent si vite et fassent aussi bien que les professionnels des grandes armées de l'époque ? En effet, comme Granatstein en donne souvent l'exemple lui-même, les soldats professionnels canadiens sont loin d'avoir connu de grands succès sur les champs de bataille. Au contraire, ce sont souvent les réservistes qui ont démontré le plus grand brio. On pourrait reprendre le récit de Granatstein pour démontrer que le meilleur cheminement d'un soldat, c'est de servir à temps partiel tout en vivant *dans* la société, ce qui procure l'avantage de percevoir l'environnement politique, stratégique et technologique avec une grande ouverture d'esprit.

Qu'on soit professionnel ou amateur, les longues périodes de paix « déqualifient » le soldat. Il lui faudra toujours un peu de temps pour passer en mode de guerre et c'est tant mieux si celui ou celle qui fait ce passage est près à utiliser toutes les avenues qui mènent au succès. C'est simplement une question de démographie : il y a plus de têtes brillantes dans le civil que dans le militaire. Cette thèse vaut bien celle de Granatstein.

Ne soyons tout de même pas trop sévère ; ce livre est utile. Il serait cependant étonnant qu'il emporte la conviction de tous les lecteurs.

Richard, Béatrice, *La mémoire de Dieppe: radioscopie d'un mythe*, Montréal, VLB Éditeur, 2002, 207 p.

Le sous-titre de cette thèse de doctorat est important. Madame Richard n'étudie pas une bataille, mais plutôt comment la société québécoise s'est représentée le raid de Dieppe (19 août 1942). L'histoire du raid même ne fait l'objet que d'une demi-douzaine de pages de l'introduction. Dans le reste du livre, l'auteure tente de répondre à la question de savoir comment il se fait que le Canada français et le Québec ait fabriqué et entretenu une mémoire déformée du raid, à savoir qu'il fut l'occasion d'un massacre de soldats canadiens-français envoyés à l'abattoir par des chefs britanniques et canadiens-anglais incompetents, irresponsables et mal intentionnés.

Béatrice Richard n'ajoute rien au débat sur les causes du désastre qui a toujours cours entre historiens anglophones et ce n'est d'ailleurs pas son propos. Elle rappelle néanmoins que si le bataillon canadien-français impliqué (les Fusiliers Mont-Royal) a bien été décimé pendant l'engagement

(88% de pertes, prisonniers, disparus, blessés et morts), trois autres bataillons canadiens-anglais ont subi le même sort (avec 83, 87 et 96% de pertes).

Comment expliquer qu'une interprétation si fautive ait cours dans la société québécoise, qu'elle perdure et se propage dans l'enseignement de l'histoire ? B. Richard croit que l'explication réside dans le destin national des Québécois. Nation sans pays, minoritaire sur son continent, le Québec a un rapport particulier à ce qui lui est extérieur. Comme sa définition de lui-même est une crise perpétuelle, il manque de confiance et construit son identité d'une manière un peu schizophrène, en générant un discours paranoïde. Dieppe serait ainsi une manifestation du complot « des Anglais » contre la nationalité canadienne-française où des « milliers » de francophones auraient été délibérément conduits à l'exécution.

Sur le rapport « national » ambivalent des Québécois à la guerre et à la mémoire qu'on en retient, le livre de Béatrice Richard est un guide solide, comme d'ailleurs sur la construction de l'histoire nationale québécoise et de ses biais.

Là où on pourra hésiter à la suivre, c'est sur la féminisation de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale. Si tant d'ouvrages, de films et d'autres produits culturels parlent des femmes dans les guerres depuis une vingtaine d'années, c'est moins un effet de l'effacement des combattants, comme elle le soutient, que par la rareté de préoccupations militaires dans la littérature historique québécoise.

En effet, l'historien québécois répugne à parler de guerre. Ce n'est pas qu'il souffre de complexe de castration, mais plutôt qu'il juge que la description des combats n'a aucune importance. La pratique de l'histoire sociale, par ses excès — pas d'histoire politique, pas d'histoire militaire — est sans doute plus à blâmer que l'effet secondaire d'un féminisme impérial. Puisqu'on ne s'intéresse pas à la guerre (ou à la politique fédérale lorsqu'elle ne touche pas les francophones d'ailleurs) et qu'on a donc rien à dire sur certaines périodes comme 1914-1918 ou 1939-1945, alors on parle de faits sociaux (ou nationaux) structurants : vote des femmes, liberté sexuelle, conscription, société de consommation, industrialisation, etc.

Il faut déplorer quelques petits excès, telle cette phrase choc à la fin du chapitre sur la féminisation de la mémoire. Ce miroir déformant que le Québec entretient sur lui-même « a pour effet pervers de marginaliser une expérience collective qui concernait des dizaines de milliers de femmes et d'hommes partis au front » (p. 139). Que des milliers de femmes parties outre-mer ou demeurées en sol canadien aient manifesté courage et détermination dans l'adversité, nul doute. Mais le fait est qu'aucune femme n'est allée au front, à l'exception des quelques victimes de torpillages et des infirmières d'hôpitaux de campagne bombardés. Les femmes ne portaient pas

d'armes et ne combattaient pas dans l'exercice normal de leurs métiers, comme les règlements de l'époque le prescrivaient. Les chiffres des décès sous l'uniforme sont patents: pour 42 000 hommes tués, quelques dizaines de femmes ont péri (on ne dispose pas de chiffres fiables). Madame Richard nourrit ici le mythe qu'elle démonte généralement avec brio dans d'autres pages de son intéressant petit livre.

PROCHAIN NUMÉRO

Dans le prochain chronique, nous nous pencherons sur les activités clandestines derrière les lignes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale. L'ouverture des archives des services secrets alliés permet maintenant de jeter plus de lumière sur les activités d'ULTRA ou du SOE. On verra le rôle que les Canadiens y ont joué à travers le livre de Roy McClaren.